

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Introduction générale	7

LIVRE I APPROCHE GÉNÉRALE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE

CHAPITRE I Juger

§ 1. La justice	11
§ 2. La fonction de juger	12
§ 3. La notion d'acte juridictionnel	15
§ 4. Les attributs de l'acte juridictionnel : l'autorité de chose jugée et la force exécutoire	16
1. L'autorité de la chose jugée (« <i>jurisdictio</i> »)	16
2. La force exécutoire (« <i>imperium</i> »)	17
§ 5. Justice et opinion publique	18
§ 6. Le droit judiciaire	20

CHAPITRE 2 La justice est un monopole de l'État

§ 1. Le principe	23
§ 2. Les modes de pacification extrajudiciaires	24
§ 3. Exception partielle au monopole de l'État : l'arbitrage	25
1. Définition	25
2. L'arbitrage constitue une dérogation au monopole de l'État	26

3. Avantages et inconvénients de l'arbitrage	27
4. L'arbitre, amiable compositeur	28

CHAPITRE 3

Caractéristiques fondamentales du service public de la justice

§ 1. L'égalité	33
1. Un droit égal à la justice	33
2. Un droit à la même justice (le « juste égal »)	36
§ 2. La gratuité	38
§ 3. La permanence et la proximité	39
§ 4. Le formalisme et l'efficacité	40
1. Les droits de la défense et le principe de loyauté	41
2. Le principe d'efficacité	44
a) <i>Rapide</i>	44
b) <i>Simple</i>	47
c) <i>Peu onéreuse</i>	48
d) <i>Performante</i>	48
§ 5. Indépendance et impartialité	50
1. L'indépendance	50
2. L'impartialité	52
3. Les conséquences de la partialité du magistrat	59
4. Conclusion	61
§ 6. Le développement de la justice dans l'espace européen et dans le monde	62

CHAPITRE 4

Bref aperçu historique

§ 1. La Révolution française	65
§ 2. Le Code judiciaire	67
§ 3. Du Code judiciaire à nos jours	69

CHAPITRE 5

Statut constitutionnel du pouvoir judiciaire

§ 1. La séparation des pouvoirs et l'absence (provisoire ?) d'impact du fédéralisme	75
§ 2. Le contentieux est en principe réservé aux cours et tribunaux	77
§ 3. Le Conseil supérieur de la Justice	79
1. Une autorité indépendante au carrefour des trois pouvoirs	79
2. Composition	81
3. Compétences	83
§ 4. Les règles constitutionnelles relatives au statut du magistrat	87
1. L'indépendance des magistrats (art. 151, § 1er, Const.)	87
2. Nomination des magistrats quel qu'en soit le rang dans la hiérarchie judiciaire (art. 151, § 4, Const. et art. 259ter, C.J.)	88
3. Désignation des magistrats à un mandat (art. 151, § 5, Const. et art. 259quater à 259septies, C.J.)	89
a) <i>Les mandats de chef de corps</i>	89
b) <i>Les mandats adjoints</i>	91
c) <i>Les mandats spécifiques</i>	92
4. Évaluation des magistrats	92
a) <i>De l'évaluation périodique des magistrats nommés</i>	93
5. L'irrévocabilité et l'inamovibilité	94
a) <i>Irrévocabilité</i>	94
b) <i>Inamovibilité</i>	95
§ 5. Les garanties constitutionnelles de fonctionnement de la justice	96
1. Garanties procédurales	96
a) <i>La publicité de l'audience</i>	96
(i) Principe	96
(ii) Exceptions	98
b) <i>La motivation des jugements</i>	100
c) <i>Les voies de recours</i>	102
2. Garanties concernant le respect du droit	102

CHAPITRE 6

Principes généraux du code judiciaire

§ 1. Les prérogatives des parties et les pouvoirs du juge dans le procès civil	105
1. Les prérogatives des parties : le principe dispositif	105
2. Les pouvoirs du juge : le déroulement de l'instance et l'application du droit	106
§ 2. La jurisprudence	107
1. Définition	107
2. La jurisprudence n'est pas directement une source formelle du droit	108
3. Stabilité de la jurisprudence de la Cour de cassation et revirements de jurisprudence	110
§ 3. Le droit judiciaire privé est le droit commun de la procédure	113
1. Le principe	114
2. Les exceptions	114
§ 4. L'application des lois de justice dans le temps	116
1. Le principe	116
2. L'article 3 du Code judiciaire	117
3. Loi interprétative	119

LIVRE 2

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

PARTIE I

Les juridictions de l'ordre judiciaire

INTRODUCTION

§ 1. Les juridictions en général	123
§ 2. Définitions	125
§ 3. Nomination, désignation, évaluation	129
§ 4. La stabilisation du magistrat dans sa fonction	130
§ 5. La gestion autonome de l'organisation judiciaire	131

CHAPITRE I

La justice de paix et le tribunal de police

§ 1. Le ressort	136
§ 2. La compétence matérielle	137
§ 3. La composition	138
1. Du siège	138
2. Du ministère public	139
3. Du greffe	140
§ 4. Voies de recours	140
§ 5. Continuité du service public	140
§ 6. Le ressort	141
§ 7. La compétence matérielle	142
1. Compétence matérielle en matière pénale	142
2. Compétence matérielle en matière civile	143
§ 8. La composition	143
1. Du siège	143
2. Du ministère public	144
3. Du greffe	144
§ 9. Voies de recours	145
§ 10. Référéndaires et juristes de parquet	145
§ 11. Continuité du service public	146
§ 12. Qui est chef de corps ?	146
§ 13. L'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police	147

CHAPITRE 2

Le tribunal de première instance

§ 1. Le ressort	149
§ 2. La compétence matérielle	149
1. Compétence matérielle du tribunal civil	150
a) <i>Généralités</i>	150
b) <i>Absence, en principe, du ministère public</i>	151
c) <i>Le juge des référés</i>	151
d) <i>Chambres à un juge ou à trois juges</i>	153

2. Compétence matérielle du tribunal correctionnel	154
a) Généralités	154
b) Chambres à un juge ou à trois juges	154
c) Matières particulières	155
3. Compétence matérielle du tribunal de la famille et de la jeunesse	156
§ 3. La composition	158
1. Les magistrats professionnels	158
a) Magistrats du siège	158
(i) Chef de corps	159
(ii) Mandat adjoint	160
(iii) Mandat spécifique	161
b) Échevins	165
c) Ministère public	165
2. Du greffe	167
§ 4. Voies de recours	167
§ 5. Règlement des incidents de répartition	168

CHAPITRE 3 Le tribunal du travail

§ 1. Le ressort	169
§ 2. La compétence matérielle	169
§ 3. La composition	170
1. Du siège	170
a) Magistrats de carrière	171
b) Juges sociaux	172
2. Du ministère public	172
3. Du greffe	174
§ 4. Voies de recours	174
§ 5. Le référé devant le tribunal du travail	174

CHAPITRE 4 Le tribunal de commerce

§ 1. Le ressort	175
§ 2. La compétence matérielle	175
§ 3. La composition	177

1. Du siège	177
a) <i>Magistrats de carrière</i>	177
b) <i>Juges consulaires</i>	179
2. Du ministère public	179
3. Du greffe	180
4. Référéndaires ou juristes de parquet	180
§ 4. Voies de recours	180

CHAPITRE 5

Le tribunal d'arrondissement

§ 1. Le ressort	181
§ 2. La compétence matérielle	181
§ 3. La composition	181
1. Du siège	181
2. Du ministère public	182
3. Du greffe	182
§ 4. Voies de recours	182
§ 5. Remarque	183

CHAPITRE 6

La cour d'appel

§ 1. Le ressort	185
§ 2. La compétence matérielle	185
1. Compétence matérielle des chambres civiles et des chambres de de la famille (en ce compris les chambres de règlement à l'amiable)	185
2. Compétence matérielle des chambres correctionnelles	187
3. Compétence matérielle des chambres de la jeunesse	188
4. Compétence matérielle des chambres supplémentaires	189
§ 3. La composition	189
1. Du siège	189
2. Du ministère public	190
3. Du greffe	191
§ 4. Incidents de répartition	191

CHAPITRE 7

La cour du travail

§ 1.	Le ressort	193
§ 2.	La compétence matérielle	193
§ 3.	La composition	193
	1. Du siège	193
	a) <i>Magistrats de carrière</i>	194
	b) <i>Magistrats laïcs</i>	194
	2. Du ministère public	194
	3. Du greffe	194

CHAPITRE 8

La cour d'assises

§ 1.	Le ressort	195
§ 2.	La compétence	196
§ 3.	La composition	196
	1. Du siège	196
	a) <i>La cour</i>	196
	b) <i>Le jury et le verdict</i>	197
	2. Du ministère public	198
	3. Du greffe	198
§ 4.	Voies de recours	198
§ 5.	Quelques précisions terminologiques	199

CHAPITRE 9

La cour de cassation

§ 1.	Le ressort	201
§ 2.	La compétence matérielle	201
§ 3.	Composition	203
	1. Du siège	203
	2. Du ministère public	204
	3. Les référendaires	205
	4. Du greffe	205
	5. Avocats à la Cour de cassation	206

§ 4. Service de documentation et de concordance	206
---	-----

PARTIE 2

Statut des différents acteurs de la justice

CHAPITRE I

Statut du juge

§ 1. Entrée en fonction et prestation de serment	209
§ 2. Incompatibilités	210
1. Principes	210
2. Exclusivité du statut de magistrat	210
3. Interdiction du cumul simultané de fonctions judiciaires	211
4. Interdiction du cumul successif de fonctions judiciaires	211
5. Parenté et alliance	213
6. Incompatibilité et juge suppléant	214
7. Incompatibilité et récusation	214
§ 3. La collégialité	215
1. De l'idéal... ..	215
2. ... à la réalité de certains contentieux	217
3. En pratique	218
§ 4. La continuité du service public et la répartition équitable des tâches entre les magistrats	218
1. Les différentes catégories de magistrats	220
a) <i>Les magistrats effectifs (professionnels ou laïcs)</i>	220
b) <i>Les magistrats suppléants au sens large</i>	221
2. Remplacement des magistrats empêchés	224
3. Mise à la retraite et permanence de la justice (prorogation ad interim et reconstitution de l'effectif)	226
a) <i>Traitement des affaires en cours au jour de la mise à la retraite et immutabilité du siège</i>	227
b) <i>Reconstitution de l'effectif</i>	229
§ 5. La discipline des magistrats	231
1. Introduction	231
2. Définition du droit disciplinaire et distinction entre la déontologie et la discipline	233
3. Autonomie du droit disciplinaire	234
4. Les infractions disciplinaires	236

5. Les sanctions disciplinaires	240
6. Les autorités compétentes	243
a) <i>Les juridictions disciplinaires</i>	245
b) <i>Les autorités disciplinaires</i>	246
7. La procédure disciplinaire	248
a) <i>Ouverture de la procédure</i>	248
b) <i>Instruction et respect des droits de la défense</i>	248
c) <i>Procédure et audience</i>	249
d) <i>La décision et les recours</i>	249
§ 6. La responsabilité civile des magistrats	251
1. La responsabilité personnelle des magistrats	251
a) <i>Immunité relative</i>	251
b) <i>La prise à partie</i>	252
2. La responsabilité de l'État du fait des actes professionnels des magistrats	253
3. Dans l'espace européen	259
§ 7. Les assemblées générales	260
1. Généralités et composition	260
2. Attributions	261

CHAPITRE 2

Le ministère public

§ 1. Aperçu d'ensemble	263
1. Origine historique et notion	263
2. Le ministère public fait-il partie du pouvoir judiciaire ?	265
3. Vue panoramique du ministère public	268
4. L'intégration verticale du ministère public	272
5. Nomination – Désignation – Recrutement	273
a) <i>Nomination</i>	273
b) <i>Mandat de chef de corps du parquet</i>	274
c) <i>Les titulaires des mandats adjoints</i>	274
d) <i>Les titulaires de mandats spécifiques</i>	275
§ 2. Le collège des procureurs généraux et le parquet fédéral	275
1. Le collège des procureurs généraux	275
a) <i>Principe</i>	275
b) <i>Composition</i>	276
c) <i>Missions</i>	276
(i) <i>Compétence d'avis du collège préalable aux directives de politique criminelle</i>	276

(ii) Compétence de décision du collège des procureurs généraux, par la voie du consensus	277
(iii) Constitution de réseaux d'expertise	277
2. Le parquet fédéral	278
a) <i>Prérogatives</i>	278
b) <i>Contrôle du parquet fédéral</i>	278
§ 3. Caractéristiques essentielles du statut du ministère public	279
1. Une certaine soumission au pouvoir central	279
2. La discipline	281
a) <i>Principes communs à tous les membres de l'ordre judiciaire</i>	281
b) <i>Les autorités disciplinaires et les recours</i>	282
3. Unité et indivisibilité du ministère public	282
4. Indépendance du ministère public à l'égard du siège	284
5. Au-delà des différences essentielles, règles statutaires communes aux magistrats du siège et du parquet	286
§ 4. Les attributions du ministère public	286
1. En matière répressive	286
2. Les attributions du ministère public en matière civile	289
a) <i>L'avis du ministère public</i>	289
(i) <i>Notion et justification</i>	289
(ii) <i>Causes communicables</i>	290
(iii) <i>Les modalités de l'intervention du ministère public</i>	293
b) <i>Le ministère public partie principale</i>	296
(i) <i>Notion</i>	296
(ii) <i>Cas dans lesquels le ministère public agit par voie d'action</i>	296
(iii) <i>À la croisée du droit pénal et du procès civil : l'action déclaratoire de l'auditeur du travail</i>	298
c) <i>Le ministère public instructeur du procès civil ou social</i>	299
(i) <i>Matière familiale</i>	299
(ii) <i>Matière sociale</i>	299

CHAPITRE 3

Les référendaires et les juristes de parquet

§ 1. Notion et mission	301
§ 2. Nomination	302
§ 3. Passerelles vers la magistrature	302
§ 4. Règles statutaires semblables à celles des magistrats	303

CHAPITRE 4 Les greffiers

§ 1. Statut		305
1. Généralités		305
2. Personnel des greffes – Surveillance du greffier en chef par le chef de corps		306
3. Nomination – Évaluation		307
§ 2. Attributions		309
1. Tâches de greffe		309
2. Assistance au juge		309

CHAPITRE 5 Les huissiers de justice

§ 1. Nature de la fonction et attributions		313
1. Statut		313
2. Attributions de l'huissier de justice		317
3. Obligation d'instrumenter et continuité de l'étude – Devoir d'information – Autres obligations		319
4. Compétence territoriale		321
5. Émoluments		321
6. Responsabilité		322
7. Le rôle économique et social de l'huissier de justice – L'avenir de la profession		324
§ 2. Accès à la profession, organisation professionnelle et discipline		324
1. Accès à la profession		324
2. Organisation de la profession		325
a) <i>Au niveau de l'arrondissement</i>		325
b) <i>Au niveau national</i>		326
c) <i>La discipline</i>		327
§ 3. Le constat d'huissier		329
1. Définition		329
2. Admissibilité et force probante du constat		331
3. Le constat d'adultère		333

CHAPITRE 6

Les avocats

§ 1. Définition et rôle de l'avocat	335
§ 2. Conditions d'accès à la profession	337
§ 3. Les incompatibilités	339
§ 4. Le stage	341
1. Admission au stage	341
2. Situation du stagiaire	341
§ 5. Prérogatives des avocats	343
1. Le port du titre d'avocat	343
2. Le monopole de représentation et de plaidoirie	343
3. L'indépendance	346
4. L'immunité de plaidoirie	347
5. Le costume	348
§ 6. Devoirs et obligations de l'avocat	348
1. Devoir de probité et de loyauté	348
2. Formation et compétence – Obligation de diligence et devoir d'information	349
3. Le secret professionnel	350
4. Confraternité	354
5. Défense des plus démunis	354
6. Maniement de fonds de clients ou de tiers	355
§ 7. Liens juridiques entre l'avocat et son client	356
1. Principes	356
2. Responsabilité de l'avocat	357
§ 8. Les honoraires	360
§ 9. Le barreau	364
1. Organisation du barreau au niveau de l'arrondissement	364
2. Organisation du barreau au niveau national	366
3. Les compétences réglementaires et judiciaires de l'O.B.F.G. et de l'O.V.B. ..	368

CHAPITRE 7 Les mandataires de justice

LIVRE 3 ÉLÉMENTS DE COMPÉTENCE

CHAPITRE I Notions générales

§ 1.	La compétence	375
§ 2.	Nature des règles de compétence	375
§ 3.	Quand s'apprécie la compétence d'une juridiction ?	376

CHAPITRE 2 Le règlement des incidents de compétence

§ 1.	Règlement des incidents de compétence par le tribunal d'arrondissement (art. 639 et 640, C.J.)	379
	1. Article 639 du Code judiciaire : le défendeur soulève le déclinatoire de compétence	379
	2. Article 640 du Code judiciaire : le siège soulève d'office le déclinatoire de compétence	381
§ 2.	Questions réglées sans intervention du tribunal d'arrondissement	382
	1. Incident de compétence en degré d'appel, sous la réserve de l'article 639, alinéa 4 du Code judiciaire et incident de compétence lorsque la demande est d'un montant indéterminé (art. 592)	382
	2. Incidents de répartition	383
	3. Incidents étrangers à des incidents de compétence mais soulevant des questions préalables de pouvoir juridictionnel	383
	4. Nature de la procédure	385
	5. Étendue du pouvoir d'appréciation du juge appelé à statuer sur la compétence	386
	6. Recours contre les décisions statuant sur la compétence et renvoi de la cause à la juridiction compétente	387
	a) Recours contre les décisions émanant du tribunal d'arrondissement	387
	b) Recours contre une décision du juge du fond statuant sur sa compétence	388

7. L'exécution de la décision rendue sur la compétence et l'autorité de la chose jugée	390
---	-----

CHAPITRE 3

Jurisdiction ordinaire et juridictions d'exception

CHAPITRE 4

Détermination de la valeur des litiges – Compétence et ressort

§ 1. Demande dont le montant est déterminé	397
1. La compétence	397
a) <i>Principes</i>	397
b) <i>Règles spéciales</i>	398
2. Le taux du ressort	399
§ 2. Demande dont le montant est indéterminé	400
1. La compétence	400
2. Le ressort	401

CHAPITRE 5

Les demandes reconventionnelles

§ 1. Notions générales	403
1. Définitions	403
2. Indépendance de la demande reconventionnelle par rapport à la demande principale	404
3. Typologie des demandes reconventionnelles	405
4. Disjonction	406
§ 2. Compétence et ressort	406
1. La compétence	406
2. Le taux du ressort	407

CHAPITRE 6

Les demandes en intervention

§ 1. Notions générales	409
1. Définitions et types de demandes	409
2. Le principe dispositif et les pouvoirs du juge en matière d'intervention	410

3. Les formes de l'intervention	410
4. Les liens entre la demande originaire et la demande en intervention	410
5. Restrictions à l'introduction d'une demande en intervention	411
6. Disjonction	413
§ 2. Compétence et ressort	413
1. La compétence	413
2. Le ressort	413

CHAPITRE 7 La litispendance

§ 1. Définition	415
§ 2. Le règlement de l'incident de litispendance	416
1. Procédure	416
2. Règles de regroupement	416
3. Observation au sujet de la litispendance dans l'espace européen	417

CHAPITRE 8 Connexité et indivisibilité

§ 1. La connexité	419
1. Définition	419
2. Connexité et litispendance	420
3. L'exception de connexité	421
4. Les effets de la connexité : le regroupement	422
5. Introduction de demandes connexes devant un même juge	423
6. Règlement de juges	424
§ 2. L'indivisibilité	425
1. Définition	425
2. Le régime de l'indivisibilité	425
a) <i>En principe le critère de l'indivisibilité n'opère pas au stade de l'introduction de la demande</i>	425
b) <i>Les autres effets de l'indivisibilité</i>	426
(i) Le regroupement	426
(ii) L'instruction de la cause	426
(iii) Le recours	427
3. Quelques illustrations	427

CHAPITRE 9

Compétence territoriale

§ 1. Règles supplétives de compétence territoriale (art. 624, C.J.)	429
1. Principes	429
2. Clause de compétence territoriale, clause attributive de juridiction ou encore clause d'élection de for	432
§ 2. Règles impératives (art. 627, 628, 629 et 630, C.J.)	433
1. Principes	433
2. Les cas	434
§ 3. Règles générales d'ordre public (art. 631 à 633octies, C.J.)	437
1. Principes	437
2. Les hypothèses les plus fréquentes	438
a) <i>Faillite et continuité des entreprises (art. 631, C.J.)</i>	438
b) <i>Impôts au sens large (art. 632, C.J.)</i>	438
c) <i>Saisies conservatoires et voies d'exécution (art. 633, C.J.)</i>	439
d) <i>Propriété intellectuelle (art. 633quinquies, C.J.)</i>	439
§ 4. La répartition des causes entre les divisions des juridictions	440

CHAPITRE 10

Aperçu de la compétence matérielle des juridictions de première instance

§ 1. Le tribunal de première instance	443
1. Rôle prééminent – compétence générale et résiduelle	443
2. Compétences exclusives (art. 569 à 572bis, C.J.) : quelques illustrations	444
3. Juge d'appel	445
4. Référé et juridiction présidentielle définitive	445
§ 2. Le tribunal du travail	445
1. Généralités	445
2. Compétences – Développement	446
3. Ressort	447
4. Compétence en référé et comme en référé	447
§ 3. Le tribunal de commerce	448
1. Compétence générale (art. 573, C.J.)	448
a) <i>Théorie de la commercialité</i>	448
(i) <i>Qu'est-ce qu'un commerçant ?</i>	448
(ii) <i>Qu'est-ce qu'un acte de commerce ?</i>	449

(iii) À quel moment ?	449
(iv) Importance	449
b) Litiges entre commerçants	449
2. Compétence spéciale ou exclusive (art. 574, C.J.) – Quelques illustrations	451
a) Contestations pour raison d'une société régie par le Code des sociétés	451
b) Contestations en matière de procédure en réorganisation judiciaire et de faillite (art. 574, 2, C.J.)	452
(i) Procédure de réorganisation judiciaire	453
(ii) Faillite et administration provisoire (loi du 8 août 1997)	453
c) Propriété intellectuelle	454
3. Le tribunal de commerce n'est plus une juridiction d'appel du juge de paix	454
4. Compétence en référé et comme en référé	455
§ 4. La justice de paix	455
1. Compétence générale	455
2. Compétences spéciales et exclusives	456
3. Les contestations de titres	458
4. Le tribunal de première instance est la juridiction d'appel des décisions rendue en premier ressort par le juge du fond	459
§ 5. Le tribunal de police (section civile)	459
1. Généralités	459
2. La compétence en matière de roulage	460
a) La notion d'accident de la circulation	460
b) La compétence est exclusive	461
c) Cette compétence s'étend à la compétence de l'action récursaire de l'assureur	461
3. Recours contre les jugements rendus par la section civile	461

CHAPITRE II

La juridiction des référés

§ 1. Les conditions de mise en œuvre du référé	463
1. L'urgence, condition de compétence et de fondement	463
a) Notion	463
b) De l'urgence à l'extrême urgence	464
c) Le moment auquel s'apprécie l'urgence	464
d) L'urgence, condition de compétence mais aussi de fondement	464
e) Les situations de non-urgence	465
f) Caractère inopérant de l'accord des parties	465

2. Le provisoire est une caractéristique procédurale	466
3. Le règlement des incidents éventuels de compétence	467
a) <i>En ce qui concerne l'urgence</i>	467
b) <i>Compétence matérielle : juridiction ordinaire versus juridiction d'exception</i>	467
c) <i>Compétence territoriale</i>	467
§ 2. La procédure en référé	468
1. L'introduction de la demande en référé	468
a) <i>Principe : procédure contradictoire</i>	468
b) <i>Exception : procédure unilatérale</i>	468
2. L'instruction de la demande en référé	469
3. Le régime juridique de l'ordonnance de référé	469
a) <i>L'office du juge des référés</i>	469
b) <i>L'ordonnance est exécutoire par provision</i>	470
c) <i>Une décision définitive dotée d'une autorité « limitée » de chose jugée (voire décidée)</i>	471
d) <i>Les voies de recours</i>	472
(i) Opposition	473
(ii) Appel	473
4. L'autonomie de la procédure en référé par rapport à la procédure au fond	474
a) <i>Compétence du juge des référés alors que le contentieux ne relève pas au fond du pouvoir judiciaire</i>	474
b) <i>Saisine du juge des référés versus saisine du juge du fond</i>	475
c) <i>L'interruption de la prescription</i>	475
d) <i>Au sujet de la litispendance et de la connexité</i>	475
e) <i>Question préjudicielle</i>	475
f) <i>Aspects de procédure</i>	476
§ 3. Les mesures prises par le juge des référés	476
1. Les principes	476
a) <i>Les limites du provisoire</i>	476
b) <i>Droits apparents et règle de proportionnalité</i>	476
c) <i>Le provisoire n'est pas le temporaire</i>	478
2. Typologie des mesures prises par le juge des référés	478
a) <i>Mesures d'instruction (fonction préparatoire et probatoire)</i>	478
b) <i>Mesures de stabilisation ou mesures équitables d'attente (fonction conservatoire)</i>	479
c) <i>Les mesures d'anticipation (fonction restauratrice)</i>	480
§ 4. La procédure comme en référé	482
1. Notion	482

2. Les caractéristiques communes à la plupart des procédures « comme en référé »	483
a) <i>Compétence exclusive et restrictive</i>	483
b) <i>Urgence non requise</i>	483
c) <i>Jugement revêtu de l'autorité de la chose jugée au principal</i>	483
d) <i>Jugement exécutoire par provision</i>	484
§ 5. Le référé familial	484
1. Une famille – Un dossier – Un juge	484
2. Référé et comme en référé	485
§ 6. Brèves observations sur le référé judiciaire dans ses relations avec le référé pénal et le référé administratif	486
1. Le référé administratif	486
a) <i>Principe</i>	486
b) <i>Le référé administratif</i>	487
2. Le référé pénal	487
 Index alphabétique	 489